



MONTREUX (VD)

Jean-Claude Doriot tente un retour en politique

Jean-Claude Doriot va se présenter à l'élection complémentaire à la Municipalité de Montreux du 9 janvier prochain sous la bannière «Montreux et ses villages». En tentant un retour en politique, l'ex-municipal socialiste veut «boucler la boucle».

La candidature de Jean-Claude Doriot fait suite à la démission surprise de la municipale PLR Edith Willi en octobre. «La décision a été prise hier soir par l'assemblée», a déclaré Jean-Claude Doriot samedi à l'ats, confirmant une information du site «Sept».

Il est encore trop tôt pour préciser les orientations de «Montreux et ses villages», dont les statuts sont en cours d'élaboration, a-t-il relevé. Cela sera communiqué en temps voulu.

Le délai pour le dépôt des listes court jusqu'au 15 décembre. «Je n'ai jamais perdu le goût de la politique, malheureusement», sourit-il. «Ma carrière s'est terminée sur l'affaire que vous connaissez. Je veux désormais boucler la boucle, pas pour l'argent ou pour moi, mais pour les Montreusiens.»

Elu en 1998 à l'exécutif de la Ville sous la bannière socialiste, Jean-Claude Doriot avait été accusé de corruption passive en 2008. Il était resté à son poste durant deux ans et demi, quand bien même ses responsabilités lui avaient été retirées. Il avait fini par démissionner en septembre 2010, après sa condamnation à 15 mois de prison avec sursis pour acceptation d'un avantage. ATS

Les «forces fascisantes» nuisent toujours, selon le maire

GENÈVE • Lors de la commémoration des treize morts tués par l'armée le 9 novembre 1932, Sami Kanaan a comparé les contextes passé et présent.



En cette quatre-vingt-deuxième année de commémoration, la gauche et les syndicats se sont une nouvelle fois réunis pour dire «Plus jamais ça!». Au centre, le maire Sami Kanaan et le conseiller municipal socialiste Sylvain Thévoz. RA

EN BREF

FILMS-DÉBAT, GENÈVE

Une soirée avec Guy Maddin

Guy Maddin est à la fête à Genève. Il est ces jours-ci l'invité du Festival Tous Ecrans, en collaboration avec le Département cinéma de la HEAD et le Ciné-club universitaire. Le réalisateur et chef opérateur canadien (né en 1956 à Winnipeg dans le Manitoba) croit au pouvoir enchanteur et déroutant du cinéma, comme les pionniers du muet ou celui auquel on le compare fréquemment, David Lynch. Ses films, pastiches ou œuvres «art et essai», tournés en noir et blanc sur pellicule délibérément altérée, convoquent un imaginaire poétique fantaisiste, parfois sombre. Ce soir aura lieu dès 19h30 une séance spéciale du Ciné-club universitaire: deux films au programme, *Mad Love* de Karl Freund (Etats-Unis, 1953 avec Peter Lorre) et *Cowards Bend the Knee* de Guy Maddin (Canada, 2003), version moderne du mythe d'Electre. Guy Maddin présentera les films et répondra ensuite aux questions du public. Le cycle du Ciné-club, «Du muet à Maddin», proposera lundi 17 novembre l'un des films phares du Canadien, *The Saddest Music in the World*, avec Isabella Rossellini: l'histoire d'un concours international de la musique la plus triste du monde organisé durant la Grande dépression. RMR

Projections et débat avec Guy Maddin, ce soir dès 19h30 à l'Auditorium Arditi, 1 av. du Mail, Genève. Rens: a-c.ch/maddin

FRIBOURG

Le président de l'association du FIFF Walter Stoffel démissionne

L'association du Festival International de Films de Frیبourg perd son président. Walter Stoffel quitte avec effet immédiat ses fonctions, a indiqué vendredi la direction. Il invoque des raisons personnelles. L'interim est assuré par Patrice Zurich et Madeleine Descloux, tous deux membres du comité. Walter Stoffel avait été élu en mai 2012 à la tête de l'association du FIFF, l'organisme de patronage du festival. Il a présidé avec succès les deux dernières éditions du festival. ATS

RACHAD ARMANIOS

«Henri Fürst, 38 ans, président du Parti communiste genevois, Francis Clerc, 54 ans, fraiseur, Edouard Quillet, 34 ans, employé de l'Armée du Salut...» Il est 18h30 sur la pointe nord de la plaine de Plainpalais, près de la pierre commémorative. Comme chaque année, sont égrenés au micro le nom des treize victimes de la tuerie du 9 novembre 1932, quand l'armée suisse tira sur la foule qui protestait contre la tenue à Genève d'un meeting fasciste de l'Union nationale. Un meeting autorisé alors que la manifestation ne l'était pas. En cette quatre-vingt-deuxième année de commémoration, la gauche et les syndicats se sont une nouvelle fois réunis pour dire «Plus jamais ça!» L'occasion d'évoquer les divers combats militants du moment. Y a-t-il un fil rouge? «Se souvenir et agir», lit-on sur un tract.

Ils sont septante à quatre-vingts à se serrer sous les tentes des partis et des syndicats ou sous les parapluies. Certains portent des pancartes, mais la plupart ont les mains prises par un bol de soupe ou un verre de vin chaud. Une fois le dernier nom lancé dans le ciel genevois, un moment de recueillement clôt la partie officielle des discours. Le maire de la Ville de Genève, le socialiste Sami Kanaan, venait d'insister sur le contexte de tensions sociales qui régnait

dans les années 1930 et dont on retrouve aujourd'hui certains phénomènes «inquiétants»: «Notamment la tendance extrêmement condamnable de stigmatiser entre eux les gens dans le besoin. Comme maire de la Ville, je suis aux premières loges pour constater la concurrence pour l'accès à l'emploi, au logement, aux papiers, et les effets désastreux des forces populistes et fascisantes qui dressent les gens les uns contre les autres.» Et le maire de rappeler que, «derrière chaque frontalier, il y a un patron genevois». Quant aux travailleurs sans papiers, «l'économie genevoise en a besoin». Le message? «L'ennemi est celui qui exploite.»

«Violence sociale»

«La précarisation des travailleurs migrants» était au cœur du discours de Manuela Cattani, présidente de la Communauté d'action syndicale, qui a appelé à ne pas faiblir dans la campagne contre Eco-pop. Ni pour l'abolition des forfaits fiscaux. La syndicaliste a critiqué l'injustice fiscale en Suisse, mise en regard des attaques contre les pauvres. «Quand l'armée intervient en 1932, c'est une violence extrême. Mais quand l'Etat genevois coupe 150 francs à des personnes à l'aide sociale, c'est une énorme violence sociale!»

Pablo Cruchon, de Solidarités, tire deux enseignements du 9 novembre 1932: «Pour

défendre ses privilèges, la bourgeoisie est prête à une grande violence. Elle est aussi prête à s'allier à l'extrême droite.» Et de prévenir contre des signes de durcissement tels que la nouvelle loi sur la police qui «militarise» les forces de l'ordre. Moncef Kateb, ancien président de l'association du personnel de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, a, lui, témoigné de son «licenciement antisyndical pour avoir dénoncé des irrégularités» (*Le Courrier* du 23 septembre).

Plus tôt en fin d'après-midi, le conseiller municipal socialiste Sylvain Thévoz avait évoqué les entraves, à Genève, au droit de manifester, citant les «réunions citoyennes», cet été, à la place Bel-Air, pour dénoncer la guerre contre Gaza. Il s'exprimait lors d'une table ronde aux côtés du conseiller aux Etats vert Robert Cramer, de Pablo Cruchon et de la syndicaliste Emmanuelle Joz-Roland (SIT). Une discussion qui a été radiodiffusée, sur le web et les ondes, par la radio libertaire Libradio.org. Sous la tente faisant office de studio précaire, les coupures d'électricité sont fréquentes. «Ça, c'est du militantisme de terrain», commente Pablo Cruchon. Mais le son revient et la pluie finira par faiblir. Un leurre, puisque l'animateur balance un morceau orageux du groupe punk Bérurier noir. I

Des mouchards pour prévenir les vols de vélo?

MOBILITÉ • Les socialistes en Ville de Genève proposent, par une motion, que la police municipale place dans l'espace public des vélos munis d'une puce GPS.

Equiper des vélos de mouchards pour prévenir les vols? Le Parti socialiste section Ville de Genève demande, via une motion, que la police municipale place dans l'espace public des vélos munis de discrets GPS afin de pouvoir tracer puis arrêter les délinquants.

«Une expérience de la police néerlandaise a fait chuter les vols de près de 40%», justifie le conseiller municipal Sylvain Thévoz. *Le Matin Dimanche* a récemment fait la démonstration de l'efficacité de la méthode, précisent les motionnaires.

«Le but est avant tout préventif et non de «fliquer» les gens, poursuit M. Thévoz. Car depuis qu'il n'y a plus de vignettes, il règne une quasi-impunité

pour les voleurs.» La police cantonale confirme que, faute de pouvoir identifier précisément les vélos, le taux d'élucidation des vols est infime. En 2013, elle en a dénombré 2880, près de huit par jour, soit 4% de plus que l'année précédente. Et encore, ce ne sont que les vols déclarés. Pro-Vélo parle de 3% de taux de restitution de vélo à leur propriétaire.

La police précise qu'il ne s'agit généralement pas de filières, car la grande majorité des larcins sont des «vols d'usage», par exemple pour rentrer chez soi après une soirée, le véhicule volé étant ensuite abandonné. Cet été toutefois, *Le Matin* relatait l'histoire d'un Genevois qui, grâce à une puce

GPS intégrée dans le cadre de son vélo haut de gamme à 10 000 francs, avait pu le retrouver dans la zone industrielle vers Satigny, entassé dans un container avec une cinquantaine de cycles volés. Une affaire alors jugée «un peu exceptionnelle» par la police.

Le Département municipal de l'environnement urbain et de la sécurité, lui, voit deux obstacles juridiques à la proposition socialiste. D'abord, c'est la gendarmerie qui est compétente pour enquêter sur les vols de véhicules. Ensuite, ces vélos pourraient être considérés comme des appâts et donc comme une incitation au vol. Si des policiers se font parfois passer pour des acheteurs de drogue, cette

pratique est «fortement cadrée», relève-t-on du côté du département.

Une parade pourrait être d'équiper des vélos de particuliers d'accord de collaborer avec la police, avance Sylvain Thévoz. «Ces éléments devront être étudiés en commission, notre but est de susciter le débat.»

Coordinatrice de Pro-Vélo Genève, Violeta Djambazova voit l'idée d'un bon œil. L'association est effectivement mobilisée contre le vol de vélos, un facteur qui dissuade la pratique de ce mode de transport. L'an passé, elle a, en collaboration avec la fourrière cantonale et Péclot 13, importé de France le système Bicycode, soit un numéro

unique, gravé sur le cadre du vélo et enregistré dans une base de données internationale en lien avec les coordonnées du propriétaire. Le mouchard coûte 15 francs (un mouchard 169 euros). Il s'effectue à la fourrière (www.fourriere-velo-ge.ch/), laquelle, en février après un an d'expérience, comptait 1550 vélos gravés, dont 25 signalés comme volés et six retrouvés, ainsi que leur propriétaire. Un résultat jugé «très satisfaisant». Vraiment? Au service de presse de la police, on ne connaît pas le système. «Il y a encore du travail d'information à faire», reconnaît M^{me} Djambazova, selon qui, en Allemagne, il permet un taux de restitution de 40%. RACHAD ARMANIOS